

Voici le code HTML structuré et formaté selon vos demandes : ``html

Interview sur l'orientation et l'insertion professionnelle des jeunes

1

Nom et Prénom : HAOUA MAHAMAT ASSABALLAH

Institution : Vision et Initiative pour l'Environnement (VIE)

Fonction : Responsable administrative et financière

Ville : Ati

Type d'Établissement : ONG

Interviewer : DJIKOLMBAYE DJIBÉ (Osée), Consultant, Expert en Orientation et Insertion Professionnelle

On va commencer. C'est une simple causerie, un entretien. Nous allons aborder des sujets ordinaires.

Madame Haua, merci de participer à cet échange sur les questions d'orientation et d'insertion professionnelle de nos jeunes.

Je suis un expert mandaté par l'enseignement supérieur en collaboration avec l'ambassade de France pour identifier, dans les zones où sont implantées des structures de formation comme l'université d'Ati, les moyens par lesquels les ONG locales pourraient contribuer à l'accompagnement et à l'insertion professionnelle des jeunes.

Nous allons discuter du positionnement de votre ONG, de ses activités et de la manière dont vous pourriez soutenir et collaborer avec l'université pour l'orientation et l'insertion des jeunes. Pour commencer, pouvez-vous vous présenter ainsi que votre structure et vos activités principales ?

Merci beaucoup. Moi, c'est Madame Haua, je suis la responsable administrative et financière de l'ONG-V. L'ONG-V est une organisation nationale à but non lucratif, créée le 6 novembre 2011. Elle a été restructurée en novembre 2017 puis redynamisée en octobre 2020. Son objectif est de contribuer au développement durable, notamment dans le domaine de l'environnement.

Concernant vos activités, étant une ONG axée sur l'environnement, comment positionnez-vous vos actions dans ce domaine ?

Je situe mes activités dans les secteurs de l'élevage, de l'agriculture et des urgences.

Pour l'agriculture, concrètement, comment procédez-vous ?

Nous avons géré un projet financé par le FIDA, axé principalement sur la formation des bénéficiaires et leur suivi sur le terrain. Lors des formations, nous abordons notamment la transformation des produits agricoles ainsi que la gestion des quantités produites.

Vous formez donc à la transformation des produits agricoles. En élevage, disposez-vous d'une ferme ou quelles sont vos activités dans ce domaine ?

En élevage, nos activités s'inscrivent également dans une démarche environnementale, en partenariat avec des projets d'infrastructure. Nous formons les bénéficiaires sur le terrain, notamment

à la transformation des produits d'élevage. Ces activités quotidiennes incluent aussi un appui matériel, comme des équipements pour la production de fumier, de poissons et d'autres produits dérivés.

D'accord. Quel est le profil de vos bénéficiaires ?

Les bénéficiaires sont majoritairement des jeunes, bien que certains projets ciblent des groupes spécifiques comme les femmes. La plupart ont déjà une expérience dans ces domaines, que ce soit de manière traditionnelle ou professionnelle. Le projet intervient pour les appuyer avec des unités de transformation afin de moderniser leurs pratiques.

Quels produits transforment-ils concrètement, en agriculture comme en élevage ?

En élevage, la transformation principale concerne la viande séchée. Nous formons également à la production de yaourts, une activité très répandue, notamment dans le département de Waderim. Les femmes transforment aussi des savons traditionnels et, à Ati, certaines produisent des produits à base de lait de chamelle. Ces activités

existaient avant les projets, qui sont venus les appuyer.

En agriculture, nous formons également à l'utilisation de semences améliorées, en collaboration avec des acteurs locaux. Nous organisons des sessions de formation sur ces semences, qui incluent notamment des variétés comme le sorgho et le mil.

Quelles sont ces semences améliorées ?

Nous travaillons principalement avec des semences de sorgho et de mil, notamment des variétés comme le sorgho blanc, également appelé "Nord-Polignani". Depuis le début de leur utilisation l'année dernière, nous constatons une amélioration des rendements par rapport aux saisons précédentes.

Vous évoquez la transformation, l'élevage, les semences. À proximité, il y a une université qui forme dans ces domaines. Avez-vous un partenariat avec elle pour échanger sur les formations dispensées ?

Un cadre de pré-collaboration existe déjà. L'université envoie régulièrement des étudiants pour des stages chez nous. Ces stages sont encadrés et

supervisés, tant sur le terrain que dans les services administratifs.

Comment se déroulent ces stages ?

Les étudiants sont répartis en deux groupes. Ceux qui s'intéressent aux activités de terrain sont envoyés sur le terrain pour observer et participer aux activités pratiques, comme la gestion des troupeaux ou les techniques de transformation. Les autres restent au siège pour étudier les structures administratives et les processus de gestion.

Pour les stages sur le terrain, s'agit-il de fermes ou de troupeaux ?

Le terme "terrain" désigne ici les activités pratiques liées à l'élevage et à l'agriculture. Bien que nous n'ayons pas de domaine agricole dédié, nous collaborons avec la délégation régionale de l'agriculture. Nos activités principales restent centrées sur l'alphabétisation et l'appui aux communautés locales.

Pendant les périodes de vacances scolaires, comme la saison sèche, les stagiaires sont envoyés sur le terrain pour observer les pratiques agricoles et d'élevage. Ils peuvent ainsi voir comment les

agriculteurs gèrent leurs champs ou comment les éleveurs s'occupent de leurs animaux. Cela leur permet de faire le lien entre la théorie et la pratique.

Les stagiaires apportent-ils une contribution pendant leur stage ou se limitent-ils à l'observation ?

Cela dépend de chaque étudiant. Certains sont proactifs et posent des questions pour mieux comprendre les pratiques. D'autres se contentent d'observer. Dans tous les cas, ils sont encadrés par un formateur ou un responsable qui les guide et répond à leurs questions.

Certains étudiants, plus éveillés, font le lien entre ce qu'ils ont appris à l'université et ce qu'ils observent sur le terrain. Ils comparent les théories enseignées avec les pratiques réelles. À la fin de leur stage, ils rédigent un rapport.

Vous appréciez également leurs performances pendant le stage ?

Oui, bien sûr. Les étudiants déposent une demande de stage préalablement validée. À la fin de leur

stage, nous évaluons leur rapport et leur performance globale.

Si, à l'avenir, vous aviez besoin d'un encadrement ou d'une expertise spécifique pour appuyer un groupement ou une coopérative locale, seriez-vous ouvert à une collaboration avec l'université ? Par exemple, pour dispenser une téléformation ou offrir un appui technique ?

C'est une réflexion que nous menons pour l'avenir. Les étudiants, ayant déjà acquis une certaine expérience, pourraient apporter leur contribution. Plutôt que de faire appel à une expertise externe, nous pourrions valoriser les compétences locales disponibles.

Notre objectif est de voir comment les ONG, comme la vôtre, pourraient utiliser les compétences des structures de formation locales pour aider les jeunes, non seulement pendant les stages, mais aussi en intervenant directement auprès d'eux pour les sensibiliser à l'importance de s'investir dans les activités de transformation avec les connaissances acquises.

Si une cellule d'aide à l'orientation était mise en place, seriez-vous prête à collaborer dans ce sens ?

Sous quelle forme ? Une fois la cellule créée, il serait envisageable de mettre en place ce type de collaboration. L'idée serait d'intégrer les étudiants au monde professionnel pour favoriser les échanges.

Cette cellule serait une véritable opportunité. Elle permettrait aux étudiants de se préparer au monde professionnel. Actuellement, nous sommes souvent déconnectés les uns des autres. Nous ne savons pas toujours qui peut apporter quoi à l'autre. Nous voulons rompre avec cette déconnexion.

Il ne s'agit pas de dire : "Voici les chercheurs, voici les universitaires, que peuvent-ils nous apporter ?" mais plutôt : "Quelles compétences pouvons-nous mobiliser pour éclairer les jeunes sur leur orientation, leur insertion professionnelle et préparer un terrain d'atterrissage pour eux ?"

Par exemple, si les compétences acquises par les étudiants leur permettent d'appuyer une unité de transformation de yaourts, cela pourrait améliorer la production locale, qui est actuellement insuffisante pour répondre aux besoins de la population.

Je note que l'ONG-V pourrait entrer dans une collaboration formelle avec l'Université d'Ati. À l'avenir, nous pourrions formaliser ce cadre de collaboration par une convention. Ainsi, nous saurions que nous avons un partenaire local

capable d'appuyer les jeunes ou de répondre à des besoins spécifiques.

Plutôt que de faire appel à une expertise externe, vous pourriez solliciter l'université pour identifier des compétences locales. Par exemple, si un avis de recrutement est lancé, vous pourriez indiquer que la cellule d'orientation de l'université peut répondre à ce besoin.

La culture maraîchère est un domaine où cette collaboration serait idéale. Nous voulons créer ce cadre avec vous et, à terme, avec d'autres partenaires, pour établir une synergie d'action. L'objectif principal reste la sécurité alimentaire.

La sécurité alimentaire ne peut être assurée sans une formation pratique en agriculture et en élevage. Les jeunes doivent être utiles sur le terrain, pas seulement en ville derrière un bureau. Ils doivent être préparés à travailler sur le terrain et à communiquer ces savoirs aux jeunes générations.

Notre objectif est de mettre en place cette collaboration dans les meilleurs délais. Nous resterons en contact pour concrétiser ce projet. Une fois les conditions réunies, nous organiserons une réunion pour finaliser le cadre de collaboration et signer les conventions nécessaires.

Voilà l'objet de ma mission ici. Vous me rendrez compte par la suite, et je resterai en contact avec vous par les moyens de communication disponibles.

Je vous remercie pour cet échange et pour l'accord de principe que vous donnez à cette collaboration. C'est essentiel, surtout pour les ONG nationales. Si elles ouvrent leurs portes et collaborent avec les universités pour faciliter l'insertion professionnelle des jeunes, ce serait idéal.

Actuellement, dans notre ONG, les stages offerts aux jeunes permettent parfois d'accéder à un emploi. Nous avons déjà créé trois ou quatre emplois pour des étudiants. En tant qu'ONG nationale, nous attendons la formalisation d'autres conventions pour pérenniser ces opportunités.

Nous avons également formé des jeunes à la transformation du savon, et certains ont trouvé un emploi dans ce domaine. D'autres travaillent dans la construction ou l'éducation. Par exemple, un jeune a travaillé avec nous pendant deux ans dans le cadre d'un projet, mais une fois le projet terminé, nous n'avons pas pu le garder faute de financement. Cependant, nous avons contribué à sa formation, ce qui est déjà un premier pas important.

Il y a aussi un bon nombre d'animateurs qui sont passés par notre structure. Certains ont travaillé pendant deux ans sans financement stable, mais nous avons pu les former. C'est déjà une réussite.

Nous allons renforcer cette collaboration pour permettre aux jeunes de s'insérer professionnellement et de créer de petites unités de transformation. Aujourd'hui, des personnes comme les "dangotés" (jeunes entrepreneurs) ont réussi à se développer à partir de petites activités. C'est en commençant petit que l'on grandit.

Cette culture de l'entrepreneuriat demande que nous travaillions sur la mentalité de nos jeunes. Les ONG et les associations sont les mieux placées pour le faire. Le monde académique transmet le savoir, mais les ONG, en collaboration avec les jeunes, peuvent travailler sur les aspects pratiques de l'emploi.

C'est pourquoi le cadre en réflexion vise à se rapprocher de la population et des jeunes pour les aider à s'investir dans des activités génératrices de revenus et impulser le développement local.

Nous en sommes encore au début, à la phase de réflexion, mais nous espérons que chaque localité aura bientôt son propre cadre. Par exemple, j'ai déjà visité quatre localités : Lai, Saar, Biltine, et maintenant Ati. Ensuite, je me rendrai à Moundou pour y mener le même travail.

Ici, comme vous êtes la seule ONG présente, ou peut-être en connaissez-vous d'autres qui travaillent dans ce domaine, il faudra que nous puissions former un pôle au sein de la société civile pour appuyer l'insertion des jeunes.

Je vous remercie. Je pense que ce cadre de collaboration existe déjà, mais il n'est pas formalisé. Par exemple, lors des cérémonies de remise de baccalauréat, l'université nous envoie souvent des invitations, et nous contribuons dans la mesure de nos moyens. Ce cadre existe, mais il faut maintenant le formaliser par des conventions.

Entre ONG, entretenez-vous des collaborations locales ?

Oui. Nous avons déjà un cadre de collaboration avec les autres ONG de la localité. Nous nous appelons entre nous les "ONG-sœurs". Parfois, nous formons des consortiums pour gérer des conventions ou maximiser nos chances et notre visibilité. Par exemple, certaines ONG prennent en charge deux départements, d'autres trois. C'est ainsi que nous organisons notre travail.

Je m'intéresse au pastoralisme. Le projet dont vous parlez est-il associé à ce domaine ? Comment y participez-vous ?

Pour ce projet, nous avons signé une convention avec les porteurs du projet. Notre rôle se limite au suivi des activités sur le terrain. Nous ne sommes pas directement impliqués dans la mise en œuvre

des activités, mais nous assurons le suivi des travaux définis dans les termes de référence.

D'accord.

J'ai échangé récemment avec le président de l'université. Il a une vision intéressante concernant les couloirs de transhumance. L'idée est de favoriser la culture de plantes fourragères pour nourrir le bétail, afin d'éviter que les animaux ne détruisent les champs pendant les périodes de sécheresse.

Cette activité a été expérimentée en 2002 avec le soutien de l'ambassade de France. Des herbes ont été plantées dans les couloirs de transhumance. Après la sécheresse, le rendement a été de 2000 tonnes, ce qui a permis de réduire les conflits entre éleveurs et agriculteurs. Les animaux restaient dans les couloirs et ne sortaient pas pour piller les champs.

Cette initiative est très positive, mais elle manque de partenaires pour être déployée à grande échelle. Le projet est très ambitieux et comprend plusieurs composantes, dont la gestion des ressources pastorales, les formations, les pharmacies vétérinaires et les puits pastoraux.

La visibilité de ces activités auprès des acteurs du pastoralisme est-elle bonne ?

Les puits pastoraux sont bien connus dans les départements, mais leur impact reste limité. Nous avons également des pharmacies vétérinaires dans les zones de transhumance, comme les tchèdars (points d'eau), et des parcs à vaccination. Ces infrastructures sont utiles, mais leur visibilité et leur efficacité pourraient être améliorées.

En formalisant notre collaboration avec ces partenaires, nous pourrions mieux identifier comment mobiliser les compétences locales, par exemple pour participer à des campagnes de vaccination du bétail. Aujourd'hui, on déplore le manque de vétérinaires, alors que des jeunes formés pourraient être mobilisés pour ces missions.

Il faut d'abord internaliser ces démarches pour voir comment ces compétences pourraient être mises à profit. Nous devons impliquer tous les secteurs : élevage, agriculture et délégations régionales.

C'est une vision très pertinente.

Demain matin, je rencontrerai les responsables de l'élevage et de l'agriculture pour échanger avant mon départ.

Merci beaucoup pour le temps que vous m'avez accordé lors de cet échange très fructueux. Nous allons conserver ces échanges et impulser une

nouvelle dynamique pour l'insertion de nos jeunes,
car ils sont notre avenir. Il faut les aider.

Document généré par l'outil MAIA (Médiatisation assistée par IA) de la société ARIAE — ariae.fr